



14 janvier 2026 mer

« Vous avez raison d'avoir peur ! »

Les informations qui parviennent d'Iran montrent un massacre organisé des opposants au régime théocratique. La preuve se renouvelle, montrant comment tout pouvoir religieux ou ethnique sur un État et une société finit inéluctablement dans la violence. Encore une fois, des élections libres, avec liberté de candidature, sont la solution. Sinon la tentative d'imposer de force la dynastie du Shah chassée en 1979 provoquera de nouvelles violences. Nombre de parlementaires insoumis parrainent des condamnés à mort iraniens dans le cadre d'une campagne internationale de soutien depuis des mois car le point de départ du moment présent est une mobilisation populaire profonde qui a éclaté d'abord sur ses mots d'ordre sociaux. Son enracinement est venu de là, en dépit des ingérences grossières de Netanyahu et de Trump qui ont facilité le travail de répression par leur intrusion dans la situation en donnant l'impression que les opposants en action sont leurs agents. Pour ne rien dire des médias français qui ont tous la mémoire courte et oublient leurs cris de joie à l'avènement de l'ayatollah Khomeini en 1979. Les esprits curieux sur ce point iront lire les écrits dans « Libération » de Serge July et des éditorialistes de cette époque... Mais les Iraniens n'ont pas l'intention de se faire libérer par de tels personnages comme Trump et Netanyahu qui révoltent toute l'humanité. Ni de se faire imposer le nouveau prétendant Shah... La révolution en cours est bien une révolution citoyenne. Elle est parvenue à son point culminant. Le pouvoir en place est sur la bascule. Sa défaite peut provoquer une vague libératrice dans toutes les directions. C'est notre espérance.

Mathilde Panot a fait un discours extraordinaire de clarté et de force résumant les raisons de notre proposition de censure ce 14 janvier. « Vous avez raison d'avoir peur », a-t-elle lancé au Premier ministre. Accord UE-Mercosur et Venezuela sont le cœur de notre motivation. Car ce sont deux évènements qui vont structurer les échanges internationaux de notre pays pendant de longues années. Deux circonstances où le pouvoir macroniste s'est montré tellement en dessous de la main qu'il fait honte aux Français. Il aura mis le pays dans une situation désastreuse aussi pour longtemps, sauf si nous redressons le cadre en 2027. Le groupe parlementaire LFI restera dans l'histoire des sessions parlementaires sous Macron comme celui qui aura assumé son rôle et son mandat sans faille et sans pause face à une suite de gouvernements illégitimes niant le résultat électoral de 2024. Le jour même où ceux qui avaient voté à l'unanimité contre l'accord UE-Mercosur s'appêtaient à trahir leur propre engagement sur le sujet, Mathilde Panot fut donc la voix qui maintenait l'engagement contre ce traité, que sa niche parlementaire avait porté.

« Monsieur le Premier ministre, votre capitulation leur coûte cher, et la France risque d'en payer le prix.

Vous menacez de mort l'agriculture familiale française en laissant entrer en Europe pas moins de 180 000 tonnes de volaille, 99 000 tonnes de bœuf, 45 000 tonnes de miel et même 35 000 tonnes de fromage. Vous abandonnez toutes les exigences agricoles, écologiques et sanitaires. Vous renoncez à la souveraineté alimentaire du pays pour importer ce que nous savons déjà produire sans gavage systématique aux hormones de croissance, sans gigantesques fermes-usines et sans cocktail toxique à base de pesticides bannis de l'Union Européenne pour leurs effets cancérigènes. Le peuple vous regarde, et personne n'a envie de vous accompagner dans votre chute. Il faut que vous partiez. »

La veille déjà, **Claire Lejeune, à la tribune de l'Assemblée nationale**, parlant au nom des insoumis, avait brillamment décrit en quelques mots ce tableau de la situation à la tête de l'État dans notre pays.

« Dans une fin de règne, plus rien ne tient, tout se mélange, plus aucune parole ne vaut, plus rien n'est à sa place. (...)

-Nous avons un Premier ministre qui menace d'une dissolution qu'il ne lui appartient pas de prononcer,

-Nous avons des députés élus pour s'opposer qui ne s'opposent plus à rien et avalent des couleuvres du soir au matin

-Nous avons des députés dont les partis sont au gouvernement qui n'en soutiennent pas le budget ou ont piscine quand il s'agit de siéger

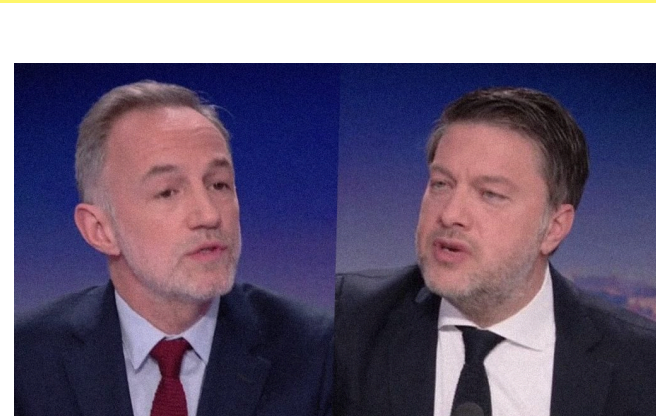
-Et nos débats budgétaires sont court-circuités par des discussions de salon à Bercy et divers dîners où, paraît-il, les choses se décideraient.

-Et le comble tout de même : le 49.3 auquel le Premier ministre s'est engagé, solennellement et fermement, à renoncer, sera finalement utilisé... à la demande de ceux-là mêmes qui avaient âprement négocié qu'il ne soit pas employé. En somme, toutes vos déclarations sont des tentatives de donner de la solidité à du vent. »

Peu d'heures auparavant nous avons été témoins d'une pantalonnade de première grandeur en entendant les menaces de dissolution de l'Assemblée par le Premier ministre. Un mouvement de menton vite prolongé par une piteuse reculade de petit garçon. Cet épisode souligne la confusion qui règne dans le moment. La séparation des pouvoirs, le respect des attributions de chacun, tout semble avoir volé en éclats. La confusion des esprits est au point où nombre dans le groupe gouvernemental semblent ne plus même maîtriser la compréhension de ce qui se passe à propos du budget et des négociations secrètes avec le PS, la droite et je ne sais qui encore qui aurait une cuillère dans le pot.

François Hollande peut exulter. Le refus du PS de voter la motion de censure déposée par LFI (après une tentative pour faire un dépôt commun) finit de souligner le changement d'alliance du parti mené sous sa conduite. Car ce dernier en a repris le contrôle politique progressivement depuis la rupture avec LFI en passant par les refus successifs de voter la censure (c'est la neuvième fois, je crois), le soutien à l'accord de Bougival (au sujet de la Calédonie-Kanaky) et ainsi de suite. Car il y a des décisions de toutes tailles qui ont émaillé ce chemin. Il a suivi sa méthode de toujours : injecter le poison par petites doses continues, diviser ses concurrents et attendre la chute de son devancier. Avec l'effondrement de Glucksmann, il tient son créneau pour passer le fossé qui le séparait du cœur de l'écosystème « centre-gauche » entre « Ruffin et Glucksmann » comme dit la motion unanime du PS sur l'organisation de la présidentielle au PS. Souvenir ! Souvenir ! En 2011, il avait agi avec tactique pour enfermer Jospin dans sa cage. Puis à l'écroulement de Strauss-Kahn il avait surgi à temps pour ramener au centre gauche un Parti socialiste tenté d'investir Martine Aubry, « la dame des trente cinq heures », à qui Jean Gandois président du MEDEF, avait « déclaré la guerre » sur le perron de Matignon. Ces deux-là se haïssaient comme tous les socialistes entre eux. Pour lire un bilan bien saignant de Hollande, il faut lire la tribune de Cohn Bendit et elle contre lui. C'est aussi utile que de lire les discours au lance-flammes de Danielle Simonnet, aujourd'hui candidate de la liste des sortants parisiens sur les budgets passés d'Anne Hidalgo et de son premier adjoint Grégoire... Ce week-end, François Hollande a officialisé sa proposition de créer un nouveau parti de centre gauche, même sous forme fédérale. C'est l'arrêt de mort de la primaire. Si elle a lieu, la fédération se constituera instantanément et la scission sera faite. Bien sûr, Olivier Faure cèdera avant. Car il est incapable de résister à quoi que ce soit venant de sa droite. Et alors la fédération se créera quand même. À cette heure, par cette simple déclaration, Hollande a gagné. Pour Hollande, il faut écarter l'étiquette devenue mortifère depuis la cascade de reniements que ce mot incarne des deux côtés de l'hémicycle. L'espace qu'il vise est là, bien clair : tout le « centre-gauche » capable d'une « grande coalition » sous son autorité. Revenu à l'Assemblée sous l'étiquette NFP, il a habilement laissé porter à l'inconsistant Faure et Guedj le sale boulot de la rupture avec LFI dans toutes les élections sous le slogan « pas de LFI ni au premier ni au second tour ». Cet épisode a permis au PS de s'installer dans l'espace de « l'arc républicain » de Attal à Retailleau et LR qui eux-mêmes y intègrent le RN. Les anciens collaborateurs de François Hollande que sont Boris Vallaud, ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée aux côtés de Macron et Olivier Faure ancien secrétaire général du groupe parlementaire PS, sont retournés à leur place subalterne qu'ils n'ont jamais su dépasser. Ils ont rendu à nos adversaires l'immense service de participer à l'opération de diabolisation de LFI, dont le seul résultat est d'avoir libéré les forces les plus obscures qui nous pourchassent désormais sous leur protection. L'officialité de notre pays et sa classe médiatique y ont puissamment contribué.

À présent une vague raciste inouïe peut donc s'étaler sur le pays. Elle vise désormais aussi les nouveaux nés. L'exemple de Zaïd le montre. Mais autant pour toute la population racisée. Dans son discours, Mathilde Panot a pointé la responsabilité du gouvernement. « En une année, Aboubacar Cissé, Hichem Miraoui et Djamel Bendjaballah ont été assassinés par l'extrême droite. Mais vous voilà à crier à bas le voile, à vous taire face à des défilés de néo-nazis ou face à une chasse aux personnes noires dans la Creuse. La France de Macron, c'est la chaîne du milliardaire d'extrême droite CNEWS qui emploie 30 000 fois le mot islam entre 2020 et 2024, soit 21 fois par jour, et qui dicte ses obsessions au reste de la sphère médiatique et pourrit l'atmosphère politique du pays ! La France de Macron ce sont des soignantes comme Majdouline licenciées parce qu'elle porte un calot ou Mélina exclue de son lycée et déscolarisée pour avoir porté un turban de chimio. Voilà à quoi mène le climat islamophobe dans le pays. » Le meurtre par trois balles dans la tête de Renee Nicole Good aux USA, sans un mot de l'officialité française, est une alerte grave. Un symptôme de la maladie qui ravage les élites sociales et médiatiques du pays depuis qu'elles ont appris avec le génocide de Gaza à se taire devant l'incroyable et le plus insupportable. Mais comment oublier combien le terreau est prêt ici aussi pour le pire. En France déjà, Rayana, une jeune passagère, est morte par un tir policier parce que le conducteur avait refusé d'obtempérer. D'autres meurtres racistes se répètent en France selon Le Canard enchaîné et restent impunis. L'alerte est-elle suffisante ? Un front du refus peut-il se constituer pour combattre ce qui doit l'être ? La manifestation du 14 mars organisée par les associations antiracistes est un point de ralliement si elles savent empêcher les manœuvres de division qui ont tellement affaibli la réplique à propos du Venezuela. LFI fut seule présente dans l'ensemble des cadres engagés ce week-end et dans de nombreuses villes de France. Et parfois seule ou au coude à coude avec le PCF.

LIRE AUSSI

3 février 2026

À Paris la tactique du maire pochette surprise

30 janvier 2026

Le Medef dérape face aux PME et LFI



25 janvier 2026

Les insoumis et le patronat des PME proposent ensemble de changer les règles de la représentativité patronale !

DERNIERS ARTICLES



Contre le suprémacisme

10 avril 2026



La France insoumise face au capitalisme – Entretien avec Frédéric Lordon

10 avril 2026



Même la barbouzerie demande du professionnalisme

10 avril 2026



Le capitalisme peut-il avoir une fin ? Avec Jean-Luc Mélenchon, Stéphane Peu et Aurélie Trouvé

09 avril 2026



Énorme manipulation : la justice confirme l'absence de drogue dans les affaires de Rima Hassan !

09 avril 2026

À propos

- Biographie
- Mes notes
- Mes livres
- Brochures
- Vidéos

Communiqués

Sites amis

- L'insoumission
- L'institut La Boétie
- Le Monde en commun
- L'insoumission hebdo
- Action populaire

Réseaux sociaux

